

L'Unité

le journal de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires



snuisudtresor.fr

NE TE DISPERSÉ PAS,
C'EST D'ABORD
LE 20 OCTOBRE
QU'IL FAUT VOTER POUR
L'UNION SNUI-SUD Trésor
SOLIDAIRES !



Supplément au n° 971
du 20/09/2011



C'est ici que ça se passe

Le quotidien et l'avenir des agents de la DGFIP, citoyens et agents de l'État, quel que soit leur statut, se débattent et se décident à différents niveaux largement interdépendants.

Les décisions des gouvernements en matière fiscale et de gestion des comptes publics ont une influence sur le volume et le contenu de leurs missions.

Les orientations budgétaires votées par les parlementaires influent tant sur leur vie de citoyen et de consommateur que sur le niveau de l'emploi, sur leurs rémunérations, leurs déroulements de carrières, leurs conditions de travail, l'action sociale qui leur est destinée.

Le ministre du Budget, des comptes publics et de la Fonction Publique et celui des Finances et de l'Industrie sont à la fois maîtres d'oeuvre et exécuteurs de ces politiques. Notre directeur est chargé, non sans émettre parfois son avis, de mettre en musique les décisions prises plus haut jusqu'au niveau local.

Bercy, autrefois forteresse, est donc un des poumons, sinon le coeur, d'un appareil d'État où se noue une partie de votre destin.

Il est donc absolument vital d'être présents et actifs, du point de vue syndical, à chacun de ces niveaux de décisions, singulièrement à Bercy, pour défendre les intérêts de tous les fonctionnaires, des agents de la DGFIP et plus largement nos positions sur la fiscalité et la gestion des comptes publics.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, avec Solidaires Finances et l'Union Syndicale Solidaires, s'y emploie et les votes que vous allez émettre le 20 octobre prochain, dans le cadre des élections professionnelles, vont très largement influencer sur notre actuelle capacité à poursuivre cette mission.

En clair, un renforcement des positions de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires à la DGFIP, de celles de Solidaires Finances au ministère et de celles de Solidaires à la Fonction Publique et au-delà, fera de nos forces syndicales un porte voix encore plus écouté qu'aujourd'hui, à chacune des strates où se prennent ces décisions qui peuvent avoir tant de conséquences pour vous toutes et tous.

Le projet syndical que nous vous appelons à soutenir en votant pour nos listes le 20 octobre prochain pourrait se décliner en trois verbes : démontrer, peser, agir.

Démontrer qu'une autre fiscalité est possible pour une plus juste répartition des richesses ; que l'emploi public, les services publics et les protections sociales solidaires sont socialement utiles et économiquement rentables ; que les missions de la DGFIP doivent être renforcées, étendues et maintenues dans le giron régalién ; que l'indépendance des fonctionnaires doit être garantie par un statut protecteur ; que la technicité des personnels des administrations financières doit être reconnue à son juste niveau et leur pouvoir d'achat amélioré, notamment au travers d'une protection et une action sociale de haut niveau ; que les moyens de leur action soient augmentés ; que l'amélioration des conditions de vie et d'exercice des missions devienne une priorité absolue de nos responsables...

Peser, avec nos partenaires, dans le débat public et citoyen pour que ces idées soient comprises, admises et partagées par une majorité de nos concitoyens et de nos responsables.

Agir, avec vous et pour vous, à tous les niveaux, par l'interpellation des politiques, au travers des médias et au cours des audiences auxquelles nous sommes souvent conviés par les parlementaires, dans le cadre institutionnel et au-delà, ensemble, dans la rue s'il le faut, par la grève et la manifestation...

Semons nos utopies pour récolter du réel, c'était le slogan (en tout cas son sens) d'un congrès passé, c'est un slogan d'actualité. Retrouvons collectivement ce petit supplément d'âme, cette énergie qui nous permettra de dépasser l'état de résignation dans lequel nous nous réfugions trop souvent.

Unis et solidaires, on lâche rien !

Le 20 octobre ...



pour défendre les services publics et renforcer la Fonction Publique

Plus que jamais, nous devons renforcer les solidarités tant les choix politiques pratiqués depuis plusieurs années, tendent à casser les éléments fondamentaux de cohésion sociale que sont les services publics et la Fonction publique. Le pouvoir actuel n'a eu de cesse, comme d'autres avant lui, de s'attaquer aux services publics considérés comme budgétivores et peu efficaces.

Dans la Fonction Publique, les choix de réduire la voilure en termes d'emplois et de rémunérations en disent long sur cette volonté destructrice.

Solidaires Fonction Publique et ses syndicats ont dénoncé, à maintes reprises, dans la rue et dans les instances ministérielles, cette volonté agressive qui démontre, s'il en est besoin, que les tenants du libéralisme sont clairement les ennemis de l'action publique.

Ces dernières années ont été particulièrement marquées par ces attaques.

Obéissant aux dictats du pouvoir financier et aux injonctions européennes, le gouvernement n'a eu de cesse de cibler la Fonction Publique et ses agents (fonctionnaires et contractuels), en pratiquant une politique régressive et méprisante :

- remise en cause de missions, remise en cause de périmètres avec la mise en place de la RGPP et sa déclinaison au travers de la REATE, de la fusion DGI/DGCP,
- remise en cause de l'offre de santé au travers de la réforme de l'hôpital public (loi HPST),
- régression, aussi, en pratiquant le gel des rémunérations qui perdure encore aujourd'hui au travers du gel du point d'indice,
- régression, encore, par le plan insupportable de suppressions d'emplois se traduisant par le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite (2 sur 3 à la DGFiP),
- atteintes graves au statut de la Fonction Publique qui est l'unique rempart garantissant la neutralité et l'égalité de traitement des citoyens.

Dans le même temps, le pouvoir persiste à dépecer les services publics en les livrant au secteur privé, en les désorganisant de l'intérieur par la mise en œuvre de pratiques managériales insupportables. Souffrance au travail et malaise grandissant sont au rendez-vous.

Mais ne nous résignons pas ! La justice sociale passe forcément par un service public fort et par une administration au plus près de ses usagers.

La DGFiP et la crise

Depuis des mois, la machine à faire peur répand son fiel sur les ondes et dans les colonnes de tous les médias, affidés d'un capitalisme qui tente de sauver sa peau avec la complicité active des gouvernements.

En France, comme un peu partout en Europe, c'est la question de la dette, présentée comme insoutenable, et son corollaire, le déficit public, qui font les unes de l'actualité.

Les marchés financiers spéculent sur la première pour imposer une réduction du second en contre partie du maintien du fameux triple A. Il faudrait donc réduire les dépenses, encore. A ce petit jeu là, ce sont toujours les protections sociales solidaires et les services publics qui payent l'addition et au final tous les citoyens, sauf les plus riches, qui sont sacrifiés sur l'autel de la rigueur budgétaire.

Alors que le déficit budgétaire, objet de toutes les attentions, pourrait être résorbé, notamment par une augmentation des rentrées fiscales au travers d'un rééquilibrage de la fiscalité et une lutte de tous les instants contre la fraude et le renforcement des contrôles en matière de dépenses publiques.

Pour cela il faudrait à la fois une volonté politique et un renforcement des moyens alloués à la DGFiP ! On n'en prend pas le chemin puisqu'il est probable que le ministre du budget, des comptes publics et de la Fonction Publique, annonce d'ici quelques semaines, une nouvelle charrette de suppressions d'emplois à la DGFiP.

Le désarmement progressif de la DGFiP (10% des emplois supprimés en 10 ans et des budgets rognés) coïncide avec l'accroissement de la souffrance au travail des personnels : charges de travail en augmentation, multiplication des sujétions et contraintes, perte du sens de la mission.

Revendiquer pour les agents de la DGFiP, des emplois, des moyens, des augmentations de salaires, un statut protecteur, des carrières revalorisées, c'est aussi exiger une autre politique pour plus de justice fiscale et de justice sociale.

Dans la rue ou au Ministère de la Fonction Publique...

votre combat c'est aussi celui

de SOLIDAIRES FONCTION PUBLIQUE



Contre réforme des retraites 2010

Il n'est peut-être pas utile de revenir en détail sur ce combat qui a frontalement opposé, dès le début de l'année 2010, le gouvernement et tous les salariés, qu'ils soient du secteur privé ou du secteur public. Chacune et chacun de vous, peut déjà aujourd'hui mesurer ce que cette loi entraîne dans son sillage. Départ anticipé des parents de trois enfants, modification des règles régissant la Cessation progressive d'activité, pour d'autres, né(e)s à partir de juillet 1951 obligation de travailler quatre mois de plus, et pour toutes et tous c'est, dans le contexte du gel des salaires, via le gel du point d'indice, la constatation d'une perte de pouvoir d'achat compte tenu de l'augmentation du taux de la cotisation retraite.

Des regrets ? Oui, sans nul doute pour Solidaires qui pensait et pense encore que seule la «grève générale reconductible» pouvait faire plier le gouvernement. Une leçon à enregistrer si les vellétés de nouvelle réforme se confirment pour 2012.

La loi dite de «MOBILITE»

2008-2009 - Très vite, tous les agents publics ont compris que le projet de loi concernant la mobilité des fonctionnaires, n'était en fait qu'un des moyens d'accompagnement que le gouvernement avait choisi pour en arriver à la destruction annoncée, dans le cadre de sa RGPP, du «Statut des fonctionnaires». Au cours de ces deux années, ce combat contre la mort du Statut, a été au coeur de l'action de Solidaires Fonction Publique.

Que ce soit au niveau national ou local, ses militants n'ont eu de cesse d'intervenir devant le Ministre de la Fonction Publique, d'interpeller, de vive voix ou par écrit, tous les parlementaires ou autres élus, de multiplier les rencontres avec les journalistes de la presse écrite ou télévisée... En juin 2008, la mobilisation de toutes et tous a conduit l'autorité politique à repousser le projet. Mais la volonté idéologique du gouvernement l'a tout de même emportée puisqu'en juillet 2009, en pleine période estivale, le projet de loi a été adopté par l'Assemblée Nationale.

Mais si la bataille globale a été perdue, ce combat contre la mobilité forcée et pour la mobilité choisie sera le combat de Solidaires Fonction Publique et de ses militants de proximité dans les années à venir. Il sera notre combat pour la «défense du Statut général des fonctionnaires».

Loi sur la mobilité à la DGFIP

L'engagement exemplaire des agents des Impôts et du Trésor dans ce conflit, à l'appel des syndicats qui composent aujourd'hui l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, SUD Trésor et le SNUI, n'a pas été totalement vain.

C'est en grande partie grâce à cette mobilisation que l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a obtenu la création de statuts particuliers pour les agents de la DGFIP, contre les avis de la Direction Générale de la Fonction Publique. Cette dernière a cependant réussi à empêcher l'introduction de dérogation aux carrières types Fonction Publique qui constituent l'essentiel de l'ossature des statuts unifiés.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, au travers de l'élaboration des nouvelles règles de gestion, a contourné en partie certains des obstacles posés par la Fonction Publique.

La loi est votée, c'est un fait. Elle est censée s'appliquer à toute la Fonction Publique. Mais la très forte mobilisation dans deux secteurs, la culture et les finances, a permis de poser les protections nécessaires à l'abandon futur de cette loi.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a obtenu que la mobilité forcée ne s'applique pas à la DGFIP.

Les ministères des Finances et du Budget ont confirmé que la mobilité forcée ne s'appliquait pas dans notre secteur. C'est ainsi qu'avec Solidaires Fonction Publique nous continuons à nous battre pour que cette exception perdure et devienne la règle dans toute la Fonction Publique.

Les DOM-TOM dans la tourmente

Congés bonifiés, Indemnités temporaires de retraite (ITR)...les fonctionnaires originaires ou non, exerçants ou non dans les DOM-TOM, n'ont pas été épargnés par les attaques du gouvernement. En septembre 2007, c'est Christian Etrosi, Secrétaire d'Etat de l'Outre Mer, qui au nom de la libre concurrence en matière de dessertes aériennes DOM métropole, s'attaque aux congés bonifiés. En septembre 2008, c'est le nouveau Secrétaire d'Etat, Yves Jego qui s'attaque (déjà) au régime de retraite des ultramarins en fonction dans certains DOM et TOM et poursuit le travail de sape sur les congés bonifiés.

Solidaires Fonction Publique, multiplie les demandes d'audience et les courriers adressés au Ministre et aux parlementaires. Des manifestations sont organisées et les 29 novembre et 11 décembre 2008, des centaines de fonctionnaires, originaires des DOM-TOM, font à Paris une démonstration de leur force et de leur détermination :

«Touche pas à mes congés bonifiés» !

Si la réforme de l'ITR a été votée, celle des congés bonifiés a été momentanément suspendue. Il n'en demeure pas moins que l'ombre d'une réforme plane toujours. Mais, Solidaires Fonction Publique et ses militants et ceux de ses syndicats, dont l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, veillent au grain !



Le 20 octobre 2011

les bonnes raisons de VOTER SOLIDAIRES

A la DGFIP pour les listes de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires

Au ministère pour la liste de Solidaires Finances

L'Union syndicale Solidaires présente dans l'ensemble de la Fonction Publique (près de 10 % dans la Fonction Publique d'Etat, 9 % dans la Fonction Publique hospitalière) poursuit sa progression tout en multipliant combats et propositions visant à protéger le statut et les règles de gestion de l'ensemble des agents de la Fonction publique.

A Solidaires Fonction Publique nous cherchons, par notre action, à empêcher le pouvoir politique d'affaiblir les services publics et d'amoindrir encore l'indépendance des personnels, leur rémunération et leurs conditions de travail.



Nos combats, ensemble et dans la rue, sont nombreux et incessants :

- Pour **combattre** le projet de loi sur les retraites.
- Pour **dénoncer** les restrictions budgétaires.
- Pour **démontrer** publiquement les effets néfastes de la mise en place de la RGPP et de la REATE.
- Pour **contrer** les attaques contre la protection sociale et combattre notamment la réforme hospitalière (HPST) qui remet dramatiquement en cause le service public hospitalier.
- Pour **défendre** l'indemnité temporaire de retraites et pour refuser une réforme des congés bonifiés dans les DOM TOM.
- Pour **nous opposer** au projet de loi sur la mobilité qui entaille à coup de canifs le statut de la Fonction Publique.
- Pour **en terminer** avec la précarité érigée en règle de droit dans la Fonction publique par le dernier protocole d'intégration des non-titulaires.

Nos combats, sur dossiers, sont aussi nombreux et incessants :

- Pour **contrecarrer** les dangers de la nouvelle organisation territoriale de l'Etat et ceux de la nouvelle organisation de la notation et de l'entretien évaluation.
- Pour **exiger** la réécriture des carrières C, B et A, y compris du Nouvel Espace Statutaire pour les B ; la création d'un 8ème échelon non contingenté pour les C administratifs et d'un 13ème échelon pour les A.
- Pour **exiger**, aussi, une **amélioration de vos conditions de travail** et un renforcement du rôle des CHSCT.
- Pour **revendiquer** un correctif de reclassement de B en A.
- Pour **insister** sur la nécessaire revalorisation des frais de transport (domicile travail, indemnités kilométriques) et autres indemnités (indemnité de résidence, supplément familial de traitement).
- Pour **renforcer** l'action sociale au sein de la Fonction Publique.

La Fonction Publique est, aujourd'hui, le coeur de cible de la volonté destructrice du pouvoir politique. Frappée de tous les maux, elle est l'institution à abattre.

L'Union syndicale Solidaires Fonction Publique plus forte encore, grâce à votre soutien électoral, pourra encore mieux défendre les valeurs de service public auxquelles nous sommes, toutes et tous, attachés et revendiquer un service public de qualité et de proximité.

Comme nous le soulignons dans l'éditorial de ce journal, l'intervention syndicale n'est efficace que si elle se situe et s'exprime à tous les niveaux de décision : du local au national, du directionnel à la Fonction Publique en passant par le niveau ministériel.

Renforcer Solidaires Fonction Publique, ses syndicats et ses fédérations c'est renforcer un syndicalisme cohérent et combatif.

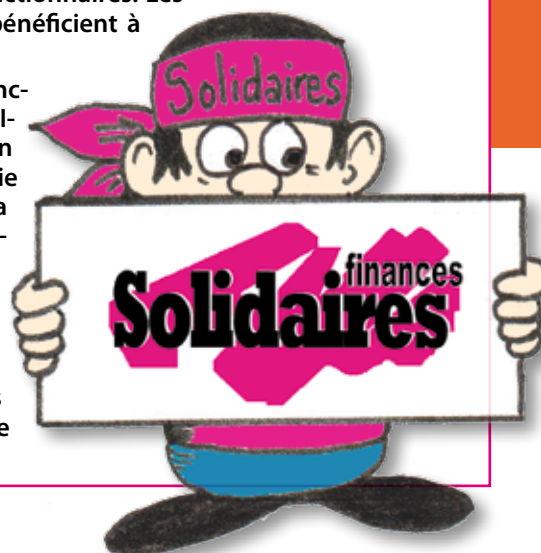
Chacun des syndicats et fédérations de Solidaires Fonction Publique peut décliner, dans son champ professionnel, les revendications portées par Solidaires Fonction Publique ou formuler ses propres revendications.

Les avancées obtenues, dans leur propre champ de syndicalisation, par les syndicats de Solidaires, sont portées par Solidaires Fonction Publique afin qu'elles profitent à tous les fonctionnaires. Les avancées obtenues directement par Solidaires Fonction Publique bénéficient à tous les fonctionnaires.

Par exemple, Solidaires Fonction Publique revendique pour tous les fonctionnaires de la catégorie C le 8ème échelon obtenu par l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires pour les agents de la DGFIP ; Solidaires Fonction Publique revendique un 13ème échelon pour les agents de catégorie A, revendication relayée par l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires à la DGFIP ; l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires et Solidaires Fonction Publique revendiquent ensemble des carrières linéaires revalorisées.

Nous pourrions ici multiplier les exemples de cette nécessaire complémentarité revendicative qui constitue l'une des forces de notre construction...

Nous préférons décliner ci-après quelques revendications de Solidaires Fonction Publique, parmi lesquelles vous reconnaîtrez certaines de celles que porte l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires à la DGFIP.



Améliorer les conditions de travail

RGPP, suppressions d'emplois, multiplication des réformes et restructurations impliquant des conséquences organisationnelles et matérielles néfastes, pilotage managérial déshumanisé, mise sous pression des agents... entraînent une dégradation continue et sans précédent des conditions de vie au travail. Solidaires Fonction Publique avec tous ses syndicats et toutes ses fédérations, continuera d'agir :

- Pour que le management et la gestion par les indicateurs statistiques cessent de dégrader la qualité et l'efficacité des missions.
- Pour revenir aux véritables enjeux : c'est le travail qui nourrit la statistique et non l'inverse...
- Pour le respect des heures et journées de repos, notamment dans l'hospitalière.
- Pour que le soutien technique de l'encadrement redevienne une priorité.
- Pour une amélioration de l'organisation du travail, qu'il s'agisse de l'environnement matériel ou fonctionnel.
- Pour le respect, de la part de l'administration, de la prévention de tous les risques.
- Pour stopper l'improvisation et la précipitation dans toutes les réorganisations de services et les concentrations d'établissements.
- Pour le renforcement des moyens attribués au CDAS et CHSCT et l'alignement sur le code du travail.
- Pour une création de services de santé au travail en programmant un plan de recrutement d'ergonomes, de psychologues du travail, de médecins de prévention... pour la mise en place d'une réelle pluridisciplinarité, clé de voûtes de la santé au travail.

Solidaires Fonction Publique, tous ses syndicats et toutes ses fédérations, continueront de mener un combat global pour redonner du sens aux missions et pour améliorer les conditions de vie au travail des femmes et des hommes qui les exercent.

Pour une action sociale digne de ce nom

LOGEMENT :

- Pour de meilleures conditions d'accès au logement.
- Pour la préservation des logements relevant du 5 % préfectoral.
- Pour le logement d'urgence.

FAMILLE :

- Pour la mise en œuvre d'une prestation spécifique pour les familles mono parentales (par exemple en matière de logement qui représente un poste important dans le budget des familles). Dans la Fonction Publique d'Etat, 9,1 % des agents ne vivent pas en couple et ont au moins un enfant. Or il n'existe aucune prestation d'action sociale interministérielle en faveur de ces familles.

- Pour le développement du service public de la petite enfance. Cela passe par l'investissement de l'Etat dans la construction de crèches.
- Pour le droit aux vacances.

RESTAURATION :

- Contre l'externalisation et la privatisation de la restauration collective.
- Pour l'accès de tous les agents à une restauration collective de qualité qui respecte l'introduction de produits issus de l'agriculture biologique, le circuit court.
- Pour un repas social et des tarifs définis en fonction de l'indice et/ou des revenus des agents.

Pouvoir d'achat, carrières : revalorisation !

- Des mesures de rattrapage compensant les pertes de rémunération constatées sur 10 ans et une progression réelle de la valeur du point d'indice permettant a minima de compenser l'inflation réelle.
- Un abondement immédiat du nombre (+60 points) et de la valeur du point d'indice.
- L'amélioration des carrières et notamment la mise en place de carrières linéaires revalorisées.
- Une augmentation des volumes de promotions de C en B et de B en A (à la DGFIP, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a obtenu le triplement du volume de promotions sur 6 ans).
- La mise en place de mesures permettant aux agents de ne pas stagner plus de trois ans dans le dernier échelon de leur grade.
- La revalorisation des régimes indemnitaires (à la DGFIP, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a obtenu une revalorisation de l'IMT), des indemnités kilométriques.
- Des revendications spécifiques à chaque catégorie : le 8ème échelon du C, le maintien du passage direct du 1er au 3ème grade de la catégorie B par concours professionnels, la création d'un 13ème échelon pour le grade d'inspecteur (1er grade de la grille FP), le correctif de classement des agents promus de B en A antérieurement au décret du 23 décembre 2006.



Si vous voulez à la DGFiP, aux Finances et à la Fonction Publique,
au niveau national comme au niveau local,
un syndicalisme exigeant, intransigeant, tenace, majoritaire,
proche et technicien alors :

le 20 octobre 2011

Pour élire vos représentants

Dans les CAP NATIONALES
et LOCALES

Dans les CCP NATIONALES
Dans les CTL

Au CT MINISTÉRIEL

**VOTEZ pour les listes de
l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires**

**VOTEZ pour la liste de
Solidaires Finances**

VOTEZ Union SNUI-SUD Trésor Solidaires VOTEZ Solidaires Finances



BULLETIN DE CONTACT

Union SNUI - SUD Trésor Solidaires

Boîte 29 - 80 rue de Montreuil 75011 Paris

NOM (marital) _____ Prénom _____

NOM (patronymique) _____ Date de naissance : _____

GRADE : _____ ECHELON : _____ TEL : _____

ADRESSE ADMINISTRATIVE : _____

ADRESSE MEL : _____

Je souhaite recevoir des informations par mail : OUI NON Signature :

Je souhaite adhérer à l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires : OUI NON